



# 1 Bulletin du mercredi 15 octobre 2025

## **\*\*Guerre Israël-Hamas : cessez-le-feu fragile et enjeux des otages\*\***

La suspension de la réforme des retraites, annoncée par le Premier ministre Sébastien Lecornu le 14 octobre 2025, cristallise une crise politique majeure en France, révélatrice des tensions entre exécutif et oppositions. Ce recul, présenté comme un "geste d'apaisement" pour éviter une motion de censure déposée par les socialistes (PS), le Rassemblement National (RN) et La France Insoumise (LFI), marque un tournant dans la présidence d'Emmanuel Macron, déjà affaiblie par des défiances sociales et institutionnelles. Le coût de cette suspension est estimé à 1,8 milliard d'euros en 2027, creusant un déficit public déjà sous pression. Les Républicains (LR) sont divisés : Bruno Retailleau maintient une ligne dure contre le gouvernement, tandis que Laurent Wauquiez et ses députés optent pour une abstention stratégique. À gauche, Olivier Faure (PS) justifie son refus de censurer par la crainte d'une dissolution, mais cette position divise son camp. Parallèlement, le gouvernement annonce des mesures compensatoires, comme une taxe sur les holdings et les hauts revenus (taux marginal à 45 % pour les revenus supérieurs à 200 000 €), ainsi que 7 milliards d'économies dans la santé, suscitant l'ire des syndicats et des professionnels. Cette séquence illustre l'impuissance relative de l'exécutif face à une Assemblée nationale fragmentée, où les équilibres précaires obligent à des compromis coûteux, tant politiquement qu'économiquement.

## **\*\*Tensions sino-américaines : la guerre économique s'intensifie\*\***

La France est secouée par une série de procès symboliques mettant en lumière la persistance des violences sexistes et des féminicides, malgré les avancées législatives des dernières années. Le procès en appel de Humamettin Dogan, condamné à dix ans de prison pour le viol de Gisèle Pelicot (affaire Pelicot), a confirmé en octobre 2025 la sévérité accrue des peines pour les crimes sexuels, la cour soulignant sa "conscience du non-consentement". Parallèlement, le procès de Cédric Jubillar, accusé du meurtre de sa femme Delphine en 2021, est devenu un symbole du "paroxysme du féminicide", selon les parties civiles, qui dénoncent un système judiciaire encore trop lent et partial. Ces affaires s'inscrivent dans un contexte alarmant : en 2024, 124 féminicides ont été recensés, soit une hausse de 20 % sur un an. L'affaire Bétharram, où un Ivoirien a porté plainte pour des agressions sexuelles commises en 1990 par un prêtre français en Côte d'Ivoire, révèle aussi l'ampleur des violences impunies à l'étranger par des ressortissants français, posant la question de la compétence universelle. Ces procès interviennent alors que le gouvernement peine à appliquer concrètement les mesures du Grenelle contre les violences conjugales (2019), faute de moyens humains et financiers, et que les associations alertent sur la banalisation de ces crimes dans l'opinion publique.

## **\*\*Crise politique autour de la réforme des retraites et menace de censure du gouvernement\*\***

Voici une synthèse structurée des sujets les plus récurrents et marquants, classés par thème, avec un résumé contextualisé pour chacun. Les doublons ont été éliminés, et seuls les sujets les plus saillants (actualité récente, impact majeur, fréquence dans la liste) ont été retenus.

## **\*\*Vague de violences sexistes et féminicides : les procès emblématiques de 2025\*\***

—

## **\*\*Restructuration du marché des télécoms en France : la bataille pour SFR\*\***

—

**\*\*Budget 2026 : taxe sur les riches et économies controversées dans la santé\*\***

La guerre à Gaza, déclenchée par l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, entre en 2025 dans une phase critique marquée par des négociations de cessez-le-feu aussi fragiles qu'indispensables. Le 12 octobre 2025, le retour en Israël des dépouilles de quatre otages (sur les 200 encore détenus) a relancé les tensions, Israël accusant le Hamas de ne pas respecter ses engagements. Ce transfert partiel intervient après des mois de blocage, où la médiation de la Turquie – via Recep Tayyip Erdogan, qui joue un rôle d'"équilibriste" entre soutien au Hamas et relations avec Israël – a été cruciale. Pourtant, la reprise de l'aide humanitaire à Gaza, suspendue par Israël en représailles, reste précaire : seulement 10 % des besoins alimentaires sont couverts, selon l'ONU, et les restrictions israéliennes sur les points de passage (comme Kerem Shalom) aggravent la crise. Parallèlement, la déchéance de nationalité du maire d'Odessa, Hennadi Troukhanov, par Volodymyr Zelensky – accusé de liens avec la Russie – rappelle les intersections entre les conflits ukrainien et israélo-palestinien, où Moscou et Téhéran soutiennent indirectement le Hamas. Aux États-Unis, Donald Trump, en campagne pour 2024, instrumentalise la crise en accusant Biden de "faiblesse", tout en menaçant d'interrompre l'aide militaire à Israël si élu, une position qui divise son parti.

**\*\*L'intelligence artificielle : révolution musicale et guerre des droits d'auteur\*\***

Les relations entre les États-Unis et la Chine atteignent un nouveau seuil de confrontation en octobre 2025, avec des mesures protectionnistes qui menacent de déstabiliser les chaînes d'approvisionnement mondiales. Donald Trump, en pleine campagne électorale, a brandi la menace d'un embargo sur les importations d'huile de cuisson chinoise, en représailles à l'arrêt des achats de soja américain par Pékin. Cette escalade s'inscrit dans une guerre commerciale débutée sous son premier mandat (2018-2020) et prolongée par Biden, avec des tarifs douaniers record sur les véhicules électriques et les semi-conducteurs chinois. Parallèlement, les États-Unis ont saisi 12,3 milliards d'euros en bitcoins liés à un groupe criminel cambodgien spécialisé dans les arnaques aux sentiments ("pig butchering"), révélant l'usage croissant des cryptomonnaies par Pékin pour contourner les sanctions. La Chine répond en renforçant ses alliances avec la Russie (livraisons de drones et de technologies duales) et en accélérant son autonomie technologique, comme en témoigne le développement de ses propres puces électroniques. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte géopolitique plus large, où Pékin cherche à s'imposer comme médiateur dans les conflits (Ukraine, Moyen-Orient) pour contrer l'hégémonie américaine, tandis que Washington durcit son contrôle sur les exportations de technologies sensibles vers la Chine, comme les semi-conducteurs avancés.

**\*\*Cybersurveillance et fin de Windows 10 : les défis de la sécurité numérique\*\***

—